

CORRIGE

Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.

Dissertation :

Une société plus mobile est-elle nécessairement moins inégalitaire ?

Le sujet veut faire réfléchir sur le lien entre mobilité sociale et inégalités. La réponse n'est pas facile, d'autant plus qu'il s'agit de partir de l'idée qu'il existe une certaine mobilité sociale alors que le candidat aura pu voir en cours que cette mobilité est tout de même limitée.

On attend du candidat une mobilisation de plusieurs concepts ainsi que leur différenciation : mobilité ascendante ou ascension sociale / mobilité descendante ou régression (ou "démotion") sociale ; mobilité structurelle / mobilité nette ou fluidité sociale / mobilité inter-générationnelle (dite sociale) / mobilité intra-générationnelle ou professionnelle (in)égalités des chances : / (in)égalités des positions....

La mise en relation des deux notions (mobilité et inégalités) amène à se poser la question suivante : les deux phénomènes vont-ils forcément de pair, ou bien la mobilité peut-elle se produire sans réduction des inégalités ?

Le corrigé proposé ici, sera proche du choix habituel d'un plan en deux parties et s'appuyant de près sur le dossier documentaire.

Dans l'exploitation de ce dernier, on valorisera les candidats qui feront l'effort d'interpréter rigoureusement et de manipuler les données chiffrées (mobilité en termes de destinée, calculs simples sur les évolutions et les écarts d'accès au bac. des enfants de cadres et d'ouvriers). On valorisera de même la distinction entre démocratisation et massification de l'école (ou de démocratisations quantitative et qualitative, voire uniforme et ségrégative cf. P Merle) et l'explicitation de la notion de méritocratie.

Plan possible :

Introduction : Depuis la Révolution française et la remise en cause des privilèges de naissance, le principe d'un changement possible dans la destinée sociale a été posé. La diffusion de l'instruction à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, puis la généralisation de la protection sociale après 1945 en France semblent avoir conforté cette possibilité d'ascension sociale. Parallèlement une certaine réduction des inégalités est observable sur le long terme. Faut-il en déduire que les deux phénomènes vont de pair ? Ou faut-il les dissocier ? Nous verrons que, sous certains aspects, une société plus mobile peut sembler également moins inégalitaire, mais que la mobilité peut aussi s'accommoder d'un certain maintien ou d'un simple déplacement des inégalités.

I) Deux évolutions qui semblent aller de pair : fluidité sociale et plus grande égalité des chances

A) le constat d'une certaine mobilité sociale ascendante pas seulement structurelle

1. même si les progrès sont limités, les individus de milieux modestes ont eu davantage accès à des statuts plus élevés (données chiffrées du doc.1)

2. même si ces progrès sont dus en bonne partie à des changements structurels, ils sont aussi le résultat d'une plus grande fluidité sociale (cf. étude de Vallet citée dans doc.2).

3. les distances entre catégories sociales paraissent donc plus faciles à franchir (cf. aussi la réduction des écarts de niveau de vie constatée depuis la fin des années 1960) Cette plus grande fluidité sociale s'explique par une plus grande égalité des chances, en particulier par...

B) une apparente démocratisation du système scolaire

1. l'ouverture de l'école aux enfants de milieux modestes (collège unique, nouvelles filières au lycée...)

2. ...aboutit à certains résultats positifs (constat que les enfants d'ouvriers ont vu progresser leur chance d'obtention du bac plus vite que les enfants de cadres cf. données du doc.3)

3. on peut interpréter cette ouverture et ces résultats comme une réduction de l'inégalité des chances (d'accès) et des inégalités de réussite scolaire ouvrant la voie à une meilleure réussite sociale.

Cependant les inégalités sont loin d'avoir disparu, il semble même que la mobilité sociale s'accommode de leur maintien.

II) La mobilité sociale ne s'est pas accompagnée d'une réduction des inégalités

A) pour analyser le système éducatif on parle plutôt de massification que de démocratisation

1. certaines filières ont maintenu voire renforcé leur caractère élitiste (cf. CPGÉ) doc.4
2. le rendement des diplômes n'est pas garanti (cf. paradoxe d'Anderson et dévalorisation des diplômes doc.4)
3. les inégalités à l'école se sont déplacées rendant illusoire la progression de l'égalité des chances et remettant en cause la notion de méritocratie (cf. poids du capital culturel) doc.4 et doc 6

B) les rigidités dans le domaine professionnel bloquent ensuite la mobilité intra-générationnelle

1. le diplôme initial garde une très grande importance même s'il permet une certaine rotation des élites (doc 5)
2. l'insuffisance de la formation continue et son caractère inégalitaire renforce les hiérarchies professionnelles
3. la hiérarchie des salaires n'est pas vraiment bousculée (consensus sur les écarts mesurés par le rapport inter-décile évoqué dans le doc. 6)

Les inégalités de positions sociales n'ont donc pas été réduites, les distances entre catégories sociales en termes de prestige et de conditions de vie sont en grande partie maintenues. On pourrait même penser ce maintien utile pour inciter à la mobilité sociale (cf. exemple des États-Unis)

Conclusion : Une société plus mobile, plus fluide démontre en apparence des progrès dans la réduction des inégalités avec un progrès dans l'égalité des chances. Mais elle peut s'accompagner d'un maintien des inégalités de position, de revenus, de niveau de vie et de mode de vie. Les hiérarchies sont, en particulier dans la société française, difficiles à bouleverser. Mais ce blocage n'est-il pas à son tour responsable de la "panne de l'ascenseur social" observable depuis plusieurs années et ne comporte-t-il pas des risques d'éclatement sur le plan de la cohésion sociale ?

Remarque : La question pourrait aussi amener une réponse construite autour de la "trilogie" classique ; thèse (une société plus mobile semble nécessairement moins inégalitaire, puisque les distances entre catégories sociales se réduisent) antithèse (la mobilité ne peut se produire que s'il y a un certain maintien des écarts, "aiguillon" suscitant le désir d'ascension sociale) ; synthèse (en fait, la mobilité s'accommode d'un certain maintien ou déplacement des inégalités, mais le creusement des inégalités peut aller de pair avec le constat d'une "panne de l'ascenseur social").

Question de synthèse

Travail préparatoire :

Question 1. Donnez un exemple d'innovations de chacun des deux types d'innovation.

Exemples proposés : innovation de procédé = automates ou robots dans la production , les ordinateurs.
innovation de produits = lecteur de CD, téléphone portable, ordinateur qui a aussi un usage domestique

Question 2 Montrez que l'innovation peut agir à la fois sur l'offre et sur la demande:

L'innovation « de procédé » agit sur l'offre : elle peut améliorer la productivité des facteurs de production (nouvelle organisation du travail, nouvelle machine) => baisse des coûts etc....compétitivité prix en hausse, gains en parts de marché.

L'innovation « produit » peut aussi agir sur la demande : elle améliore la qualité des produits ou encore en créer de nouveaux, ce qui permettra de développer la consommation intérieure ou extérieure.

Valoriser les réponses qui savent lier les deux phénomènes : les baisses de prix stimulent la demande, la hausse de la demande génèrent des économies d'échelle qui entraînent elles-mêmes la baisse supplémentaire des prix.

Question 3 Quelle différence y a-t-il entre recherche-développement et innovation ?

La recherche & développement représente l'ensemble des processus qui de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et au développement industriel, permet la découverte, l'invention et ses applications économiques, l'innovation se situe en aval et désigne l'application industrielle et commerciale d'une invention. Valoriser les copies établissant la distinction entre recherche fondamentale et appliquée.

Question 4 : Comparez la situation américaine à celle des pays européens :

On attend une réponse capable de faire à la fois une comparaison entre les USA et la Suède et entre les USA et l'Europe. Les États-Unis dépensent le plus au total pour la RD et par habitant, ils sont cependant talonnés par la Suède en ce qui concerne ces dernières dépenses et ils sont même dépassés pour le nombre de brevets déposés pour 10000 habitants. En ce qui concerne ces deux pays, la part de la recherche financée par l'industrie et par l'État les résultats sont très proches. Cependant si l'on compare les États-Unis et l'UE, les résultats sont très différents et toujours en défaveur de l'Union Européenne. Par ailleurs, en Europe on constate que la part financée par l'État est sensiblement plus forte (34,7% contre 24,6%)

Question 5 : Expliquez le sens de la phrase soulignée :

Lorsque les entreprises financent la recherche fondamentale, elles participent à la définition des orientations et au pilotage des recherches. Suivant mieux les résultats, elles sont plus à même de réussir leur mise en application au niveau de l'industrie. Lorsque la recherche fondamentale est financée par l'État, le risque existe qu'une coupure s'établisse entre chercheurs et entreprises chargées de la valorisation des résultats.

Question 6 A l'aide d'un exemple tiré du Document 3, montrer comment l'État peut stimuler l'innovation autrement que par le financement de la recherche développement.

Plusieurs exemples peuvent être retenus : rôle de la liaison entreprise-université, formation et développement de la qualification de la main d'œuvre. Une justification de l'exemple choisi est attendue : une main d'œuvre plus qualifiée et mieux formée est la condition nécessaire au développement de la recherche tant au niveau de la formation des chercheurs qui « inventent » qu'au niveau de la formation des utilisateurs qui développent l'innovation.

Synthèse : Après avoir mis en évidence l'importance de l'innovation dans la croissance économique, vous analyserez comment les pouvoirs publics peuvent agir sur l'innovation

L'introduction devra rappeler les définitions de la recherche développement et de l'innovation (cf Question 3) et souligner l'importance de la RD en volume et en % du PIB en particulier aux États-Unis (cf doc 2)

I- Importance de l'innovation dans la croissance économique

Dans cette première partie on valorisera les copies qui font l'effort de construire la réponse autour de la question 2 qui permettait de distinguer le rôle de l'innovation sur l'offre et sur la demande et les mécanismes mis en œuvre dans les deux cas.

A : L'innovation agit sur l'offre. La réponse devra reprendre la distinction entre innovation de procédé et de produit de la question 1.

Montrer que les innovations de procédé permettent des gains de productivité. Conséquences de l'innovation sur l'offre et sur la demande (cf document 1, question 2) => baisse des coûts => hausse des profits => des investissements

Valoriser aussi les copies qui montrent que l'innovation est un des ressorts de la concurrence, soit pour réduire les coûts de production (compétitivité-prix), soit pour augmenter les parts de marché grâce à l'innovation de produits (compétitivité structurelle)

B : L'innovation agit sur la demande intérieure et extérieure

Reprendre les mécanismes qui montrent que les gains de productivité peuvent développer la consommation des ménages. Rôle des économies d'échelle qui => baisse des coûts et des prix. La hausse des salaires => la hausse du pouvoir d'achat. Les innovations de produit créent de nouveaux besoins chez les ménages (valoriser la reprise des exemples de la question 1 : le lecteur de DVD remplace le magnétoscope etc...)

II Action des pouvoirs publics dans le domaine de l'innovation

Il conviendra de distinguer les deux types d'intervention de l'Etat, directe et indirecte qui correspondent au travail préparatoire

A Le rôle direct de l'État

Reprendre la question 4 et montrer l'importance de la recherche dans les pays industrialisés. La part de la recherche-développement financée par l'État représente 1/5 pour le Japon et plus d'1/3 pour la France de l'ensemble des dépenses de recherche.

B Le rôle indirect de l'État

Reprendre l'exemple suédois exposé dans le document 3. Réutiliser la question 5 qui explique la phrase soulignée. Montrer enfin que l'État peut créer un environnement favorable à la recherche (juridique, fiscal etc...) et générer des externalités positives (valoriser les candidats qui connaissent ce concept sans pénaliser les autres) Il faudra utiliser la réponse à la question 6 en développant éventuellement d'autres exemples

Conclusion : valoriser des copies qui, rappelant l'impact de l'innovation sur l'emploi, sauraient élargir le sujet en rappelant les responsabilités de l'État dans ce domaine.

Enseignement de spécialité – Sujet A

Attentes du concepteur.

Q1 :- On valorisera une introduction qui précisera que le niveau d'équilibre de l'emploi n'est pas le plein-emploi pour Keynes et qu'à la différence des classiques, ce dernier n'est pas automatiquement produit par le fonctionnement « libre » du marché. Il en résulte que le problème n'est donc pas de savoir comment « libérer » les forces du marché mais comment se fixe effectivement le niveau de l'emploi, y compris et surtout quand il est de sous-emploi, pour pouvoir proposer ensuite des politiques aptes à l'élever.

- On attendra ensuite une présentation-explication d'ensemble du chemin allant des deux composantes de la Demande effective jusqu'au niveau de l'emploi.
- Puis une présentation-explication des composantes de la demande de biens de consommation et de la demande de biens d'investissement qui devra mettre en évidence la maîtrise des notions de propension à consommer(à différencier de celle de consommation), d'efficacité marginale du capital(à comparer au coût du financement).

Q2 :- La propension à consommer dépend d'abord :

- 1) du niveau de revenu, c étant d'autant plus élevé que R est faible.
- 2) des habitudes de consommation liées par exemple à la culture.
- 3) de la constitution d'une épargne de précaution ou destinée à aider des descendants.

D'autre part peuvent intervenir des politiques fiscales redistributives et monétaires qui viennent modifier le niveau du revenu disponible et sa répartition en consommation et épargne.

On valorisera bien sûr l'élève qui aura pensé à beaucoup de déterminants et qui aura illustré par un exemple simple ses différentes propositions.

Q3 : La question porte sur l'une des mesures et non l'une des politiques évoquées. On ne demande donc pas de développer tous les outils de politique budgétaire évoqués par exemple.

On valorisera la copie qui présentera non seulement les effets désirés(hausse du niveau de l'emploi, baisse du chômage et donc des problèmes de financement de la redistribution, baisse de l'exclusion), mais aussi les effets pervers(inflation, déficit extérieur, hausse de la dette publique, pb de compétitivité-prix, fragilisation monétaire de la construction européenne) de telle ou telle mesure et qui en expliquera même rapidement les mécanismes.

Enseignement de spécialité – Sujet B

Question 1 : à l'aide de vos connaissances et du document 1, caractérisez la solidarité sociale mise en évidence par Durkheim dans les sociétés traditionnelles.

On attend tout d'abord une référence à la solidarité mécanique. Il conviendra de valoriser les copies qui, tout en caractérisant cette solidarité, les mettront en relation avec les éléments constitutifs des sociétés traditionnelles. Le candidat devra montrer que dans ces sociétés traditionnelles où les individus sont semblables, il y a une solidarité mécanique fondée sur la primauté de la conscience collective (dont on attend la définition comme : « l'ensemble des croyances et des sentiments communs » aux individus). A l'inverse, il faudra parler de la conscience individuelle réduite à presque rien dans ces sociétés. Il faudra aussi montrer que le lien social est alors maintenu par le droit pénal (à définir comme celui qui exprime la réaction de la société contre celui qui atteint les sentiments collectifs). Enfin, on valorisera les copies qui, faisant référence au document 1 dans lequel Durkheim dit : « nous dépendons d'autant plus étroitement de l'opinion commune qu'elle surveille de plus près toutes nos démarches », montreront que le groupe exerce une très forte pression sur l'individu qui ne peut ainsi développer sa personnalité.

Question 2 Comment les transformations sociales évoquées dans le document 1 ont-elles abouti à la remise en cause de la solidarité existant dans les sociétés traditionnelles ?

Le candidat devra dans un premier temps relever les transformations sociales pour montrer ensuite comment elles agissent pour transformer la solidarité mécanique. En parlant « des grandes cités », Durkheim fait référence au développement du volume et de la concentration de la population. Il faudra aussi valoriser la référence au « groupe » « étendu et dense » qui, ne peut plus être l'objet de « l'attention collective », « incapable de suivre les mouvements de chaque individu » : référence au déclin de la conscience collective. De ce fait, l'individu, pourra ainsi s'émanciper de la conscience collective et acquérir une personnalité. Il faudra alors que le candidat, en utilisant ses connaissances personnelles montre que des relations de complémentarité se développent avec la division du travail, permettant ainsi à une nouvelle de solidarité d'exister : la solidarité organique.

Question 3 Développez un argument montrant que l'analyse de Gorz contredit celle de Durkheim

La réponse devra montrer que pour A Gorz, « les jeunes chômeurs de banlieues », par exemple, qui sont des « exclus » selon Durkheim (puisque « le chômage leur interdit de participer à la production de la société » et qu'ils ne peuvent pas « acquérir sur la société des droits et des pouvoirs »), ont su s'organiser « en bandes », créant entre eux, sur la base de leur similitude, des liens solidaires et des disciplines internes dont les formes rappellent celles de la solidarité mécanique. La réponse devra donc mettre en évidence que le caractère contradictoire de l'analyse de Gorz avec la pensée de Durkheim repose sur un double constat : d'une part les formes de solidarité organique des sociétés modernes sont toujours loin de s'appliquer à l'ensemble de leurs membres ; d'autre part, les formes de la solidarité mécanique qui, dans la pensée de Durkheim leur préexistaient et devaient progressivement s'éteindre sont toujours bien présentes aux périphéries de nos sociétés contemporaines. On valorisera les copies qui sauront rappeler le contexte positiviste et de foi dans l'idée de progrès qui influençait la pensée de Durkheim, par opposition aux phénomènes actuels d'exclusion renforcés par la crise économique et sociale que traverse nos sociétés.